Le Caucus des Femmes Leaders pour la Parité, les femmes des partis politiques, la société civile, en collaboration avec la Ligue Sénégalaise des droits de l'Homme (LSDH), la Rencontre des droits de l'Homme (RDDHO) et l'Article 19 ont dénoncé vigoureusement la non-application de la parité lors du dernier renouvellement du bureau de l'Assemblée nationale.

Déterminées à se faire entendre, lors d'un point de presse tenu, hier à la RADDHO, elles n'excluent pas d'ester le Sénégal à la CDEAO.

Le caucus des femmes leaders pour la parité, les femmes des partis politiques, la société civile en collaboration avec la Ligue Sénégalaise des droits de l'Homme (LSDH), la Rencontre des droits de l'Homme (RDDHO) et l'article 19 ont dénoncé vigoureusement la non-application de la parité lors du dernier renouvellement du bureau l'Assemblée nationale, le vendredi 11octobre 2013. Réunies au siège de la RADDHO hier lundi 14 octobre, elles ont laissé entendre qu'elles feront recours à la CDEAO.

Fatou Sarr Sow, présidente du Caucus des Femmes Leaders pour la Parité dit ne pas comprendre l'attitude du président de l'Assemblée Nationale qui, après leur entrevue, avait pris des engagements fermes en leur assurant que même les USA et la France étaient fièrs de l'avancée démocratique du Sénégal.

Et de poursuivre : «nous ne comprenons pas le président Moustapha Niasse avec qui nous avons discuté de la question et qui s'était résolu à en faire une plaidoirie, puisse passer outre». Et de poursuivre : «nous avons fait confiance à ceux qui ont en charge la destinée de notre pays, en estimant que le respect qu'ils doivent au peuple qui les a élus commence par le respect des lois qu'ils se doivent librement donnés.

Et c'est pourquoi, nous exigeons aujourd'hui l'application stricte de la loi sur la parité. Si ceux qui sont à la tête de ce pays estiment que la parité ne fait pas partie de leur projet de société, ils doivent d'abord supprimer cette loi, c'est cela la procédure légale».

Aboubacry Mbodj, secrétaire général de la Raddho d'expliquer que son Ong a toujours prôné pour le respect de légalité et de l'équité. «Nous lançons un appelle aux autorités actuelles de

tout mettre en œuvre pour que le respect de la parité absolue Homme-Femme dans l'esprit et dans la forme s'opère au niveau de toutes les institutions totalement ou partiellement électives».

Pour Seynabou Wade, maire de Colobane, les femmes politiques manquent de charisme : «nous sommes bâillonnées par les hommes politiques qui font recours aux textes de discipline des partis lorsque les femmes ne se plient pas à leurs décisions et quand c'est le contraire ils approuvent.C'est à nous de dire non !», a-t-elle conclu.

Toujours dans le même registre, Aïda Mbodj du parti démocratique sénégalais (Pds) a noté «qu'il n'y a pas encore la rupture tant prônée. Wade a institué la parité, Macky Sall se doit de l'appliquer».